

FAITS SAILLANTS (21 juil. 2021)

- Plus de 22 000 personnes déplacées en avril et mai 2021
- Les récoltes précoces de la saison B 2021 améliorent l'accès aux ressources alimentaires dans le nord du pays
- Le Burundi rouvre les frontières et suspend la quarantaine



Site des déplacés de Kinyinya où 2885 personnes vivent depuis les inondations de 2020. La population nouvellement déplacée suite aux inondations de mai 2021 vient de s'y installer, OCHA 2021 © C. Marquis

CHIFFRES CLÉS

12,6M

Population totale

2,3M

Pers. ayant besoin d'une aide humanitaire

1,06M

Personnes ciblées en 2021

580K

Personnes assistées en 2020 (65,5%)

2M

Personnes en insécurité alimentaire (2021)

127K

Personnes déplacées internes (mai 2021)

5996

Cas confirmés de Covid-19 (au 19 juillet)

8

Décès liés à la Covid-19 (au 19 juillet)

FINANCEMENT (2021)

\$194.7M

Requis

\$33.3M

Reçu



FTS: <https://fts.unocha.org/appeals/1039/summary>

CONTACTS

Jutta Hinkkanen

Cheffe de Bureau

hinkkanen@un.org

Camille Marquis

Chargée de l'information publique

camille.marquis@un.org

Annick Ndayiragije

Chargée de l'information publique

annick.ndayiragije@un.org

CONTEXTE (22 juil. 2021)

Plus de 22 000 personnes déplacées en avril et mai 2021

En avril-mai 2021, les débordements des rivières Rusizi et Kajeke, situées au nord-ouest du pays et l'augmentation de deux mètres du niveau de l'eau du lac Tanganyika (776,58m à la mi-mai 2021 comparé au niveau dit normal de 775m) ont provoqué une catastrophe pour les populations des communes riveraines des provinces Bujumbura, Bujumbura Marie, Makamba et Rumonge. Selon les informations des équipes de la Displacement Tracking Matrice (DTM), plus de 50 000 personnes ont été affectées. Parmi elles, plus de 22 000 personnes se sont déplacées.

Le Burundi est l'un des 20 pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique au monde. Les désastres naturels sont une des causes de l'augmentation des besoins humanitaires. Selon les données des équipes de la Displacement Tracking Matrix (DTM), depuis 2018 jusqu'à mai 2021, le pays a enregistré 445 urgences des désastres naturels dont 67% sont dus aux inondations ou les pluies torrentielles causant le débordement des rivières Rusizi et Kajeke.

Les 33% des urgences sont, par ailleurs, dues aux vents violents, au glissement de terrain et à la chute de la grêle.

De 2018 à ce jour, les désastres naturels ont affecté 268 659 personnes dont 99 060 personnes déplacées. Du total des personnes affectées et de celles déplacées, 22% et 23% respectivement les ont été en 2021. Cependant, l'année 2020 est, jusque-là, celle ayant connu un grand nombre de personnes affectées, 95 199 personnes y compris 44 222 déplacées. La récurrence des événements dans le pays fait qu'au regard des populations affectées, les provinces de Bujumbura, Bujumbura Mairie, Rutana, Bubanza, Cibitoke et Ngozi sont les plus affectées. Ces désastres affaiblissent la résilience des populations et créent une dépendance à l'assistance humanitaire.

La zone de Gatumba, en commune Mutimbuzi de la province de Bujumbura, a été doublement frappée par le débordement des rivières de Rusizi et de Kajeke ainsi que la montée des eaux du lac Tanganyika. Elle enregistre plus de la moitié du nombre de personnes affectées (40 673 sur un total de 52 180 personnes affectées). Depuis la dernière décennie, la zone de Gatumba connaît des inondations cycliques. Presque tous les quartiers de la zone sont régulièrement inondés. Les inondations de cette année se sont produites alors que 1 733 ménages (près de 5 000 personnes) vivaient encore dans des sites de déplacés en attente de la mise en œuvre des solutions durables.

Cette situation a eu un impact sur les conditions de vie des sinistrés. Par ailleurs, le déplacement de la population a été également observé dans les zones côtières, et pour certains, la perte des moyens de subsistance a été observée. Sur le plan de réponse humanitaire, la capacité limitée des acteurs à apporter l'assistance d'urgence dont a besoin les sinistrés constitue le véritable défi.

Un impact important sur les biens et services a été également enregistré suite à la destruction considérable des infrastructures économiques, sanitaires et scolaires.

Sur base des données collectées le 18 mai, lors de l'évaluation initiale rapide des besoins (MIRA) dans la zone touchée, les besoins urgents, par l'ordre de gravité, sont les abris (100%), les vivres (86%), les articles non alimentaires (74%), l'accès à l'eau potable (5%) et la protection (2%). Les acteurs humanitaires et les autorités burundaises ont apporté une réponse d'urgence aux sinistrés.

Les fonds d'interventions d'urgence, CERF, vient d'accorder un montant de USD 1 500 000 aux acteurs de secteurs Abris, de l'EHA (WASH) et Aide alimentaire pour renforcer la réponse et prévenir la détérioration des conditions de vie des sinistrés. En dehors des capacités internes dont disposaient les acteurs humanitaires, des financements additionnels ont été



Site des déplacés de Kinyinya où 2885 personnes vivent depuis les inondations de 2020. La population nouvellement déplacée suite aux inondations de mai 2021 vient de s'y installer, OCHA 2021 © Marquis C.

apportés, notamment le START Fund et le DREF d'ECHO. La planification humanitaire ciblant 13 000 ménages sinistrés pour les six mois prochains, requiert 10 millions de dollars américains. A ce jour, seuls 4,7 millions sont déjà mobilisés. Les secteurs de la santé et nutrition sont les moins financés.

Au même moment, sur l'autorisation du Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre, la relocalisation des ménages de Mushasha I & II et une partie de Gaharawe, dont les parcelles ont été déclarées inhabitables, a démarré avec la construction de 102 abris semi-permanents, érigés sur parcelles disponibles. Près de 28,5ha ont été disponibilisés dans la zone de Buhomba, en commune de Mutimbuzi pour 650 parcelles. Cependant, la capacité actuelle est de 250 abris semi-permanents alors que la demande ne cesse d'augmenter. D'où la nécessité de poursuivre le plaidoyer pour des solutions durables.

Le niveau du lac, qui a perdu 6 cm depuis sa pointe de la mi-mai, en ce début de saison sèche, risque donc d'être encore au-dessus de la normale à la tombée des prochaines pluies. A deux mois de la reprise des pluies, les abris dans les sites installés en 2020 (majoritaires) et les infrastructures sanitaires ne répondent plus à la norme.

Si l'on veut éviter la persistance et l'augmentation des besoins humanitaires liés aux inondations, la mise en place rapide de solutions durables pour les personnes affectées et le traitement des facteurs sous-jacents, comme l'aménagement et la protection des terres inondées, sont nécessaires.

CONTEXTE (22 juil. 2021)

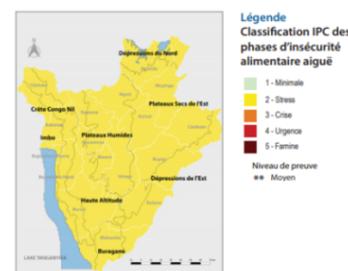
Les récoltes précoces de la saison B 2021 améliorent l'accès aux ressources alimentaires dans le nord du pays

D'après le rapport de FewsNet de mai 2021 sur la mise à jour de la sécurité alimentaire, les conditions climatiques favorables caractérisées par des précipitations supérieures et proches de la moyenne entre mars et mai 2021 dans la majeure partie du pays devraient se traduire par une production agricole de la saison 2021 B (mi-février/mars 2021- mi-juin/juillet 2021) supérieure à la moyenne au niveau national.

La production agricole de la saison 2021 A (Septembre 2020 – février 2021), estimée supérieure à la moyenne pour le maïs, les tubercules et les bananes, a amélioré l'accès alimentaire des ménages ruraux, les plaçant en situation de sécurité alimentaire minimale (Phase 1 du Cadre Intégré de Classification de la sécurité alimentaire – IPC) dans la majeure partie du pays (voir la partie verte sur la carte). Cependant, les ménages pauvres et très pauvres des zones de moyens d'existence (ZME) des dépressions du Nord regroupant les provinces de Kirundo et Muyinga et de l'Est sont confrontés à un stress alimentaire (Phase 2 de l'IPC) en raison d'une production agricole de la saison 2021A inférieure à la moyenne, suite au déficit hydrique survenu en octobre et novembre 2020 et à une réduction des opportunités de revenus transfrontaliers causée par la fermeture des frontières liées à la COVID-19. Par contre les projections du Cadre Intégré de classification de la sécurité alimentaire, (IPC) de juin à septembre 2021, indiquent que plus de 1 millions de personnes seront classées en insécurité alimentaire aiguë (IPC 3 et 4 : Stress et crise) en raison de la persistance des effets socioéconomiques de la COVID-19, les conséquences des inondations sur les cultures surtout dans les zones de moyens d'existence d'Imbo et Kumoso, et les périodes de sécheresse qui ont entraîné une pénurie d'eau dans la plupart des régions du nord.

A l'approche de la période des récoltes de la saison B (juin-juillet 2021), les prix des denrées de base sont restés stables. Le prix du maïs, des haricots et des patates douces ont baissé de 5 à 10 pour cent entre mars et avril 2021, mais sont restés de 10 à 25 pour cent supérieurs aux prix moyens des cinq dernières années. Les prix des denrées alimentaires commenceront à baisser de façon saisonnière de juin à août, améliorant l'accès alimentaire en général.

Insécurité alimentaire aiguë projetée juin à sept 2021



Carte IPC juin-sept 2021

Complété par la stabilité de l'accès alimentaire sur les marchés, l'amélioration de l'accès alimentaire, par rapport à la période de soudure d'avril, la production agricole soutient les résultats de sécurité alimentaire minimal (Phase 1 de l'IPC) dans la plupart de ménages tout au long du mois de mai. Une amélioration de l'accès alimentaire est également remarquée dans la ZME des dépressions du Nord. La production agricole prévue au-dessus de la moyenne de 2021 B dans cette région permet un accès alimentaire à une grande partie des ménages de la région à partir de juin 2021. Cependant, la ZME des dépressions de l'Est continuera à connaître des résultats de stress alimentaire (Phase 2 de l'IPC) en raison de la perte d'opportunités de revenus transfrontaliers avec la fermeture des frontières liée au COVID-19.

De l'analyse des indicateurs, le scénario le plus probable de juin à septembre 2021 se présenterait de la manière suivante :

- Dans l'ensemble, bonne perspective pour les récoltes de la saison culturale 2021 B qui devrait améliorer les disponibilités alimentaires dans les ménages et sur les marchés ;
- Par contre, le déficit hydrique en 2021A observé dans la ZME des dépressions du Nord risque d'impacter négativement la saison 2021B (faute d'intrants suffisants et risque de recours aux mécanismes d'usure mettant en gage les productions futures);
- La montée continue des eaux du Lac Tanganyika qui entraîne des inondations et des déplacements de population dans les ZME de Crête Congo Nil (comprenant les provinces de Bururi, Rumonge, Bujumbura, Bubanza, Cibitoke) et Plaine de l'Imbo (qui comptent pour provinces : Cibitoke, Bubanza, Bujumbura, Bujumbura Mairie, Rumonge et Makamba) affecteront négativement la sécurité alimentaire ;
- Suspension de l'importation du maïs en provenance des pays de *l'East African Community (EAC)* pourrait affecter l'approvisionnement continue des marchés ;
- Opportunité de remise du stock de maïs du gouvernement sur le marché pour réguler les prix et éviter la flambée pour garantir l'accès économique aux consommateurs

Au vu de toutes ces hypothèses, la situation de sécurité alimentaire pourrait s'améliorer dans les prochains mois. Cependant, elle restera préoccupante dans les ZME des dépressions du Nord, Crête Congo Nil et Plaine de l'Imbo.

L'analyse des besoins humanitaires pour l'année 2021 (HNO) indique que près de 2 millions de personnes (soit 15% de la population totale) ont besoin d'une assistance en sécurité alimentaire. Parmi ces personnes, 131 000 sont des PDI, 99 000 sont des rapatriés et 1 768 000 font partie d'autres populations vulnérables, y compris les populations hôtes et les personnes ayant subi les chocs climatiques sans être déplacées. Les acteurs humanitaires ciblent 38 pour cent (737 000) des personnes estimées dans le besoin urgent de l'assistance alimentaire.

CONTEXTE (22 juil. 2021)

Le Burundi rouvre les frontières et suspend la quarantaine

Depuis le 14 juin 2021, le Burundi a rouvert ses frontières de Kobero-Kabanga et Mugina avec la Tanzanie, qui avaient été officiellement fermées en raison de l'épidémie de Covid-19 depuis avril 2020. Par ailleurs, la quarantaine obligatoire de quatre jours pour les voyageurs arrivant par avion a été suspendue : « La quarantaine pour tous les voyageurs et toutes les quarantaines obligatoires dans tout le pays ont désormais été suspendues, mais les voyageurs devraient s'auto-mettre en quarantaine chez eux ou dans un hôtel de leur choix pendant 24 heures en attendant les résultats des tests via leurs e-mails » a déclaré le Président du comité national de prévention et riposte contre la COVID-19 et Ministre de la sécurité publique Gervais Ndirakobuca. Les voyageurs qui passeront par les frontières terrestres devront également effectuer un test de dépistage du Covid-19 avant de poursuivre leur voyage.

Deux semaines auparavant, en date du 1er juin 2021, le poste-frontalier de Gatumba a été rouvert avec le renforcement et la mise en place effective des mesures barrières contre le COVID-19 et le dépistage des passagers entrants et sortants aux points d'entrée terrestres ouverts, frontaliers avec la RDC et la Tanzanie par le comité en charge de la prévention et riposte contre le COVID-19. Les voyageurs étrangers sont soumis au paiement de 30 USD et les nationaux de 15 000 BIF pour le test de dépistage rapide. Depuis lors, le trafic sur cette frontière n'a pas repris comme avant, les voyageurs estiment que ces frais sont exorbitants et demandent qu'ils soient revus à la baisse.

Par ailleurs, le dépistage volontaire est gratuit se fait à l'Hôpital Militaire de Kamenge, au Centre hospitalo-universitaire de Kamenge (CHUK) et dans les hôpitaux de districts à l'intérieur du pays. Au 20 juillet 2021, le Burundi enregistre 6 018 cas positifs, avec 5 848 cas guéris et 8 décès. On note une nette augmentation de cas de transmission locale (82,63%) par rapport aux cas importés (17,32%). En outre, on note que le Burundi a mis 296 jours (près de 10 mois) pour atteindre 1000 cas positifs locaux de Covid-19 alors qu'il a fallu 143 jours (moins de 5 mois) pour franchir la barre des 4000 cas (dédoublément du nombre de cas positifs).

Au cours de la semaine du 20 au 26 juin 2021, la moyenne journalière des nouveaux cas est de 25 cas confirmés. Depuis le début de l'année 2021, la moyenne journalière est de 27 cas confirmés par jour alors que cette moyenne était seulement de 3 cas par jour en 2020.



Dépistage volontaire de la COVID-19 à l'ETS Kamenge OCHA Burundi 2020 © A. Ndayiragije

Les frontières, les noms ainsi que les descriptions utilisés sur cette carte n'impliquent aucune reconnaissance ou acceptation officielle par les Nations Unies.

<https://www.humanitarianresponse.info/fr/operations/burundi>

<https://www.unocha.org/burundi>

<https://www.hpc.tools/plan/721>

À propos

Conditions d'utilisation

Règle de confidentialité

Droits d'auteur

